

TICAD VI

– Rapport 2016-2018 –



28-30 août 2019
YOKOHAMA JAPON



TICAD
NAIROBI 2016



Table des matières

1

Introduction 2

2

Examen des progrès et des réalisations obtenus depuis les TICAD V et VI 3

1

Une croissance durable et équitable grâce à la transformation économique et à l'industrialisation..... 4

- i** Le secteur privé 4
- ii** Les infrastructures et l'énergie 6
- iii** L'agriculture et l'agrobusiness 9
- iv** L'économie bleue ou océanique et la sûreté et sécurité maritimes ... 11

2

Une société résiliente et stable et la sécurité humaine 12

- i** L'éducation et le développement humain pour l'autonomisation ... 12
- ii** Le renforcement des capacités pour la CSU 14
- iii** La réduction des risques de catastrophes et le changement climatique ... 16
- iv** La paix et la stabilité et l'état de droit 16

3

La TICAD 7 et au-delà 18



Introduction

La Conférence Internationale sur le Développement de l'Afrique de Tokyo (TICAD) est une conférence multilatérale de dirigeants sur le développement de l'Afrique qui a été organisée pour la première fois en 1993 au Japon. L'esprit du partenariat international se reflète dans la composition des co-organismes de la TICAD : les Nations unies (ONU), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et le Gouvernement du Japon depuis l'ouverture de la TICAD, ainsi que la Commission de l'Union africaine (CUA) qui participe depuis 2010.

Pendant un quart de siècle, la TICAD a conservé son caractère unique en tant que conférence pionnière, ouverte, inclusive et multilatérale en vue de mobiliser un soutien mondial en faveur du développement de l'Afrique. Simultanément, elle a continué à évoluer pour, à la fois, saisir les opportunités et relever les défis qui touchent l'Afrique en s'alignant sur une vision panafricaine et internationale, tels que, respectivement l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Engagée pour donner des résultats tangibles sur le terrain, la TICAD est également fière de son processus de suivi. Dans ce cadre, ce rapport examine les progrès effectués sur la période triennale (2016-2018) écoulée depuis la TICAD VI¹.



¹ Puisque la TICAD était organisée tous les cinq ans jusqu'à la TICAD V en 2013 et que la TICAD VI repose sur la TICAD V, ce rapport couvre également en partie des progrès effectués lors de la TICAD V.

2

Examen des progrès et des réalisations obtenus depuis les TICAD V et VI

La déclaration de Yokohama de 2013 et la déclaration de Nairobi de la TICAD VI ont identifié respectivement six zones prioritaires et trois piliers pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Le plan d'action de Yokohama 2013-2017 et le plan de mise en œuvre de Nairobi de la TICAD VI ont résumé les mesures destinées à promouvoir respectivement les zones/piliers prioritaires de la TICAD V et de la TICAD VI.

Cette section examine les progrès effectués sur les zones/piliers prioritaires pendant la période couverte par la TICAD VI (i.e. 2016-2018) en présentant certaines des meilleures pratiques. Les meilleures pratiques comprennent celles établies par les parties prenantes : le Gouvernement du Japon, les pays africains, les pays partenaires, les organisations internationales et régionales, le secteur privé et les organisations de la société civile. Les zones et piliers prioritaires sont regroupés en deux catégories dans ce rapport de 2019 : (1) la croissance durable et équitable grâce à la transformation économique et à l'industrialisation et (2) une société résiliente et stable et la sécurité humaine.



1

La croissance durable et équitable grâce à la transformation économique et à l'industrialisation

- 1 Promouvoir une croissance basée sur le secteur privé
- 2 Accélérer le développement des infrastructures
- 3 Réaliser l'autonomisation des agriculteurs en tant qu'acteurs économiques principaux

- 1 Promouvoir une transformation économique structurelle grâce à la diversification économique et l'industrialisation

2

Une société résiliente et stable et la sécurité humaine

- 4 Promouvoir une croissance durable et résiliente
- 5 Créer une société inclusive pour la croissance
- 6 Consolider la paix, la stabilité et la bonne gouvernance

- 2 Promouvoir un système de santé résilient pour la qualité de vie
- 3 Promouvoir la stabilité sociale pour le partage de la prospérité

1 Une croissance durable et équitable grâce à la transformation économique et à l'industrialisation

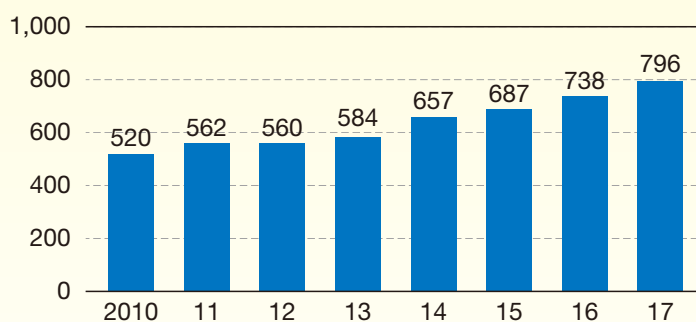
Au cours de ses 26 ans d'existence, la TICAD s'est toujours concentrée sur la réalisation d'une croissance durable en Afrique. A mesure que progresse le développement de l'Afrique, l'attention de la TICAD s'est déplacée de l'aide vers les affaires, bien que l'aide reste importante pour créer les fondations d'une croissance durable ainsi que pour promouvoir le commerce en Afrique et le partenariat public-privé.

i Le secteur privé

Le secteur privé joue un rôle-clef de plus en plus important pour l'approfondissement de la croissance économique durable en Afrique. Par conséquent, à la fois la TICAD V et la TICAD VI ont insisté sur l'importance d'améliorer les investissements et l'environnement des affaires ainsi que le cadre juridique et réglementaire afin de promouvoir le commerce, attirer les investissements et créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, en collaboration avec les organisations internationales. De plus, depuis la TICAD VI, de plus grands efforts ont été fournis afin de promouvoir les transformations économiques structurelles, la diversification et l'industrialisation pour éradiquer la pauvreté et réduire les écarts de revenus et de richesse, comme cela est également mentionné dans l'Agenda 2063.

Depuis la TICAD VI, un certain nombre d'étapes concrètes ont été prises afin de promouvoir les investissements et le partenariat du secteur privé. L'Agence japonaise chargée de la promotion du commerce extérieur (JETRO) a fourni une assistance aux entreprises japonaises qui voudraient investir en Afrique et le nombre d'entreprises japonaises en Afrique a constamment augmenté ces dernières années (consultez le tableau ci-dessous). De plus, la CUA et le PNUD ont mis en œuvre des programmes pour solliciter les investissements du secteur privé et la Banque mondiale aide les pays à créer les fondations de leur transformation numérique.

| Nombre d'entreprises japonaises en Afrique



Source : Ministère des Affaires étrangères du Japon

● Le Centre africain d'excellence des marchés inclusifs (AIMEC), l'Initiative africaine pour les marchés inclusifs (AFIM)

La CUA et le PNUD sollicitent le secteur privé à soutenir le Centre africain d'excellence des marchés inclusifs tandis que par le biais de l'Initiative africaine pour les marchés inclusifs (AFIM), le PNUD encourage les entreprises

inclusives, la chaîne de valeur et l'intégration économique régionale en vue de favoriser la croissance inclusive, la création d'emplois et la sécurité alimentaire. Jusqu'à présent, 11 000 petits agriculteurs et micro, petites et

ASDP Kenya – Le processus d'amélioration de la chaîne d'approvisionnement a eu pour résultat une réduction de 35 % des coûts de production, sur cette photo le conseiller technique avec l'un des fournisseurs concernés de Tana Hortec

(photo : PNUD)



moyennes entreprises (MPME) ont été soutenus par des interventions dans 6 chaînes de valeur agroalimentaires régionales. En outre, plus de 40 prix pour les défis innovants ont été remis pour soutenir les initiatives innovantes venant

d'entreprises inclusives et de jeunes entrepreneurs qui permettent d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Des projets pilotes ont été mis en œuvre en Angola, au Bénin, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du

Congo (RDC), au Lesotho, au Nigeria, au Sénégal, en Ouganda et au Rwanda. Des projets d'assistance ont également été mis en œuvre au Burundi, en République centrafricaine et au Gabon.

● YouthConnekt

YouthConnekt répond de manière holistique aux problèmes rencontrés par les jeunes, en particulier le chômage. Il s'efforce de connecter les jeunes à diverses infrastructures et opportunités telles que le mentorat, la finance, l'emploi rémunéré, les réseaux et les compétences. Initialement lancé au Rwanda en 2012, YouthConnekt a créé plus de 8 000 emplois et a eu pour résultat plusieurs Mémoires d'entente (ME) avec des partenaires pour soutenir le

changement d'échelle de l'initiative. YouthConnekt s'est maintenant étendu au Cap Vert, à la République du Congo, à la RDC, à la Gambie, au Liberia, au Rwanda, à la Sierra Leone, à l'Ouganda et à la Zambie. Le PNUD soutient également un nombre croissant de jeunes entrepreneurs à travers des dispositifs régionaux de formation pour les jeunes couplés à un apport financier de départ. Le PNUD collabore avec la Fondation Tony Elumelu (TEF) pour promouvoir

le développement de l'entrepreneuriat en Afrique par le biais de la formation et du financement de 1 000 start-up sur tout le continent. Grâce à son partenariat avec les gouvernements, l'UA, les agences de l'ONU, les organisations bilatérales, la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé, YouthConnekt va continuer à étendre son influence pour atteindre l'ODD et l'Agenda 2063 de l'UA.

● Créer les fondations de la transformation numérique

Dans toute l'Afrique, la Banque mondiale aide les pays à créer les fondations de leur transformation numérique. Avec le *Projet de dorsale de télécommunications en Afrique centrale (Central African Backbone)*, le Gabon a massivement investi dans la construction d'un réseau de fibre optique à haut débit. Par conséquent, le coût de l'Internet a été divisé par dix et le nombre de personnes connectées

a été multiplié par sept. En 2018, la République du Congo et le Gabon ont connecté leurs réseaux de fibre optique terrestre, augmentant l'intégration numérique régionale. Le groupe de la Banque mondiale aide également à promouvoir l'entrepreneuriat numérique via le projet *eGabon* : SING, un incubateur basé à Libreville lancé en 2018, a déjà proposé des formations de compétences numériques à plus de

500 personnes (dont une majorité de femmes). Alimenter l'entrepreneuriat numérique est également une priorité en Afrique de l'Est. Au Malawi, le *Projet Digital Malawi* a pour objectif de transformer le pays en exploitant les technologies numériques et en mobilisant les investissements du secteur privé pour créer des emplois et préparer la jeunesse d'aujourd'hui aux emplois de demain.

● Etablir des partenariats entre les entités africaines et japonaises et stimuler les investissements

Le JETRO a établi des partenariats commerciaux entre des start-up africaines et des entreprises japonaises. Pour la première fois, en 2018, le JETRO a invité au Japon 15 start-up innovantes en provenance de huit pays africains pour faire des affaires avec 56 entreprises japonaises qui recherchaient des partenaires pour entrer sur le marché africain. Le JETRO a également publié le rapport « 100 start-up africaines » et mis en place un bureau de consultation spécialisé pour détecter davantage de potentiels de collaboration entre les deux parties. De plus, le JETRO, pendant deux années consécutives, a invité au

Japon 27 importateurs majeurs d'équipements médicaux de huit pays africains pour faire des affaires qui pouvaient intéresser plus de 100 entreprises japonaises. On a constaté de nouveaux accords commerciaux et davantage d'équipements médicaux japonais qui devraient atteindre les hôpitaux publics et privés via des réseaux de grands importateurs locaux.

De plus, dans un effort pour stimuler les investissements japonais en Afrique, le JETRO a soutenu de grands projets d'investissements d'entreprises japonaises via son programme « Projets pilotes en faveur

des affaires en Afrique ». Trente projets dans 14 pays ont été soutenus par le JETRO depuis la TICAD V et 9 entreprises ont établi avec succès leurs bases commerciales locales au travers de ce programme.

Le JETRO a également lancé le Forum pour la promotion des investissements en Afrique (AIPF) avec les agences de promotion des investissements (API) de neuf grands pays africains (listés dans le tableau ci-dessous). L'une des réussites du Forum a été l'implantation d'un bureau japonais dans chaque API afin de faciliter les investissements japonais et fournir des suivis efficaces.

Les pays possédant un « bureau japonais » du JETRO dans les organisations de promotion des investissements

Côte d'Ivoire	CEPICI	Kenya	KenInvest	Nigeria	NIPC
Égypte	GAFI	Maroc	AMDI	Afrique du Sud	Invest-SA
Éthiopie	EIC	Mozambique	APIEX	Tanzanie	TIC

● Assistance renforcée pour le secteur privé en Afrique (EPSA)

Le Japon et la Banque Africaine de Développement ont conjointement soutenu le développement du secteur privé africain au travers de l'EPSA-3, lancée lors de la TICAD VI. Dans le cadre de l'EPSA-3, par exemple, un prêt concessionnel a été concédé pour le projet de la « Construction des trois intersections » à Abidjan, en Côte d'Ivoire, qui favorisera le développement d'infrastructures résilientes et améliorera la

connectivité et la région.

Le corps diplomatique africain à Tokyo et l'AfDB ont été accueillis au 2^e Forum Japon-Afrique 2017 à Tokyo. Au total 1500 participants sont venus du tout Japon et de l'Afrique. Au moins 118 rencontres des entreprises japonaises et africaines ont été réalisés pendant le salon. De plus, le Forum d'investissement pour l'Afrique a été inauguré à

Johannesbourg en 2018. L'Afrique du Sud est une plateforme qui offre des opportunités pour les investisseurs du monde entier. Supporté par les partenaires mondiaux variés, environ 2000 participants sont attendus, y compris huit chefs d'Etat / gouvernement africains. Ainsi avec succès les investissements garantis avantageux à travers 49 accords valent 38.7 milliards de dollars US.

ii Les infrastructures et l'énergie

La synergie entre le processus de la TICAD et le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) aide l'accélération du développement des infrastructures matérielles-clefs, en particulier l'énergie, les transports et l'eau, à la fois dans les zones urbaines et rurales, y compris au travers d'une plus grande utilisation des partenariats public-privé. Les mesures/initiatives mises en œuvre comprennent également les infrastructures de transport et d'énergie le long des couloirs commerciaux ainsi que des postes frontières uniques (OSBP).

● Les infrastructures de qualité et l'énergie

Le développement au niveau régional avec des investissements dans des infrastructures de qualité, le long des couloirs économiques en particulier, a continué à améliorer la connectivité à la fois sur le continent et au-delà et à accélérer l'expansion du commerce. Ce processus intègre de manière globale le développement des infrastructures industrielles, sociales et économiques et encourage le partenariat public-privé depuis le plan directeur jusqu'à la mise en œuvre du projet.

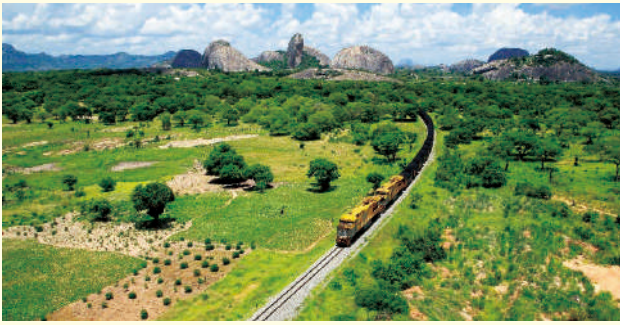
Sous la supervision de l'Union africaine, le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) du NEPAD facilite l'accélération des initiatives propres à l'Afrique dans le cadre du pilier un (1) de la TICAD VI. L'initiative PIDA a atteint certains

résultats louables qui comprennent : (i) l'ajout de respectivement 16 066 kms et 4 077 kms de routes et de voies ferrées dans le secteur des transports, (ii) l'ajout de 3 506 kms de lignes de transmission au réseau électrique africain, (iii) un total de 17 pays sont connectés à l'aide de câbles de fibre optique régionale et (iv) 112 900 emplois directs et 49 400 emplois indirects ont été créés grâce à la construction et au fonctionnement des projets PIDA.

Certains instruments pour accélérer, superviser et évaluer les projets PIDA ont été créés, y compris le centre d'information virtuelle de PIDA afin de superviser largement et d'évaluer les progrès des projets PIDA, le Continental Business Network (réseau d'entreprises du continent, CBN) en tant que plate-forme pour

l'engagement de haut niveau avec le secteur privé afin de faciliter les investissements dans les projets d'infrastructures transfrontalières et le Service Delivery Mechanism (mécanisme de prestation de services, SDM) de PIDA pour fournir aux maîtres d'ouvrage régionaux des services de conseil dans la préparation de leurs projets à un stade précoce.

Lors de la TICAD VI, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) a lancé « FAITH 2 » (initiative pour l'amélioration des investissements et du commerce africains 2) afin de soutenir les activités du secteur privé qui contribuent à la promotion des réformes économiques structurelles au travers de la diversification économique et de l'industrialisation de l'Afrique. Dans le cadre de



(Photo : Vale S.A.)



(Photo : Yinson Holdings Berhad)

FAITH 2, JBIC a étendu diverses formes de soutien financier, dont des financements de projets pour les chemins de fer de Nacala au Mozambique et pour des infrastructures portuaires au Malawi et un financement de projet pour la production d'énergie éolienne terrestre en Égypte.

De plus, parmi ses efforts pour accélérer le développement des infrastructures matérielles-clés, le Gouvernement du Japon, avec l'aide du secteur privé japonais, a entrepris divers projets depuis la TICAD VI. Par exemple, Nippon Export and Investment Insurance (NEXI), l'agence officielle de crédit à l'exportation du Gouvernement du Japon, a assuré divers projets d'aide, y compris un projet d'infrastructures ferroviaires et portuaires au Mozambique et au Malawi, un projet IPP éolien terrestre dans le golfe de Suez et un projet de possession et d'affrètement d'un système flottant de production, de stockage et de déchargement (FPSO) au Ghana. Au Mozambique et au Malawi, NEXI a fourni une assurance pour soutenir les prêts (1 000 millions de dollars US) pour le projet d'infrastructures ferroviaires et portuaires tandis que Mitsui & Co. et Vale S.A., une entreprise

minière internationale, ont construit et fait fonctionner une nouvelle voie ferrée par le biais de leur coentreprise. La nouvelle voie ferrée de 912 kms reliera la mine de charbon de Moatize, située dans le nord du Mozambique, au port de Nacala au Mozambique, en traversant le Malawi. Le projet développe et fait également fonctionner un terminal d'exportation du charbon à Nacala.

En ce qui concerne le projet du golfe de Suez, NEXI a fourni l'assurance pour soutenir les prêts bancaires commerciaux (128 millions de dollars US) pour un projet de production d'énergie indépendant (IPP) éolien terrestre qui a été mis en œuvre par une entité dans laquelle ont investi Toyota Tsusho et Eurus Energy. Dans le cadre du programme de développement des sources énergétiques en Égypte, il se concentre sur la diversification des sources d'énergie, y compris les énergies renouvelables et il devrait jouer un rôle important pour répondre aux besoins énergétiques de l'Égypte.

Au Ghana, NEXI a souscrit une assurance d'investissement pour quatre entreprises, à savoir Sumitomo Corporation, Kawasaki Kisen, JGC Corporation et la Banque de développement du Japon pour un montant total de 124 millions de dollars US. Le système FPSO est une infrastructure-clé dans la

production de pétrole et de gaz en eaux profondes. En prévision d'une demande croissante en FPSO, les quatre partenaires vont acquérir des connaissances et une expertise grâce à ce projet, qui sera leur première entreprise de possession et d'affrètement de FPSO.

Le groupe de la Banque mondiale aide les pays africains à exploiter de grandes sources d'énergies renouvelables afin d'améliorer l'accès et baisser les coûts de l'électricité et elle travaille pour attirer les investissements privés dans le secteur de l'énergie. Le programme *Scaling Solar* vise à rassembler plus d'un milliard de dollars US d'investissements dans les nouvelles capacités de production solaire et d'ajouter au réseau une capacité supplémentaire de 1 GW d'ici 4 à 5 ans. Il permet aux pays de se procurer rapidement de l'énergie solaire à faible coût au travers d'appels d'offres compétitifs ainsi que de financements préétablis, de produits d'assurance et de produits à risque. La Zambie, le Sénégal, Madagascar et l'Éthiopie l'ont tous utilisé pour réduire le coût de l'électricité. Les garanties de la Banque mondiale et d'autres instruments ont aidé à mobiliser des moyens financiers en provenance du secteur privé pour le Projet public-privé *Nachtigal Hydropower* qui va augmenter la capacité de production d'électricité du Cameroun de 30 pour cent.



Projet IPP éolien terrestre en Égypte
(photo : Toyota Tsusho Corporation)



Zambie (partie de l'interconnecteur électrique Zambie-Tanzanie-Kenya)

(Photo : CUA)

● Les douanes et les postes frontières uniques (OSBP)

Les initiatives telles que la création d'OSBP et de centres de commerce ainsi que d'autres aides afférentes ont pour but de rendre plus efficaces les procédures douanières et de développer la capacité des autorités compétentes afin de promouvoir la facilitation des échanges, comme mentionné dans le cadre du pilier un (1) de la TICAD VI.

Les autorités douanières sont stratégiquement situées aux frontières et elles jouent un rôle essentiel pour renforcer la connectivité. Les opérations douanières le long des couloirs commerciaux en Afrique font des efforts collectifs dans le cadre du « Master Trainer Program (programme des maîtres formateurs,

MTP) », soutenu conjointement par la JICA, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et les Douanes japonaises afin d'améliorer l'efficacité au travers de formation plus durable fournies par des formateurs de qualité formés dans le cadre de ce programme de formation des formateurs. Au travers du MTP, les douanes en Afrique de l'Est ont formé plus de 90 « Maîtres Formateurs » qui

ont donné des formations de qualité pour presque 6 000 stagiaires rien qu'en 2018. Compte tenu de son importante valeur démontrée en Afrique de l'Est, le MTP a également été lancé dans l'ouest et le sud de l'Afrique. Les maîtres formateurs devraient davantage donner de formations dans les années à venir et contribuer à renforcer la connectivité grâce à une meilleure efficacité.



(Photo : OMD)

L'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), en collaboration avec la JICA, a organisé trois ateliers régionaux de partage des connaissances lors de la 2^e édition du guide de références des OSBP afin de diffuser différents aspects du développement et du fonctionnement des OSBP, à l'attention de diverses parties prenantes responsables du développement des infrastructures, des douanes, de l'immigration, des quarantaines, de la sécurité et de la sûreté.

Le premier atelier a eu lieu en Afrique du Sud en février 2017 pour 12 États membres et 120 participants de la région du sud de l'Afrique avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le deuxième s'est tenu au

Rwanda en mars 2017 pour 8 États membres et 102 participants de la région de l'Afrique de l'Est avec le COMESA, la Communauté Est-africaine (EAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le troisième a été organisé au Ghana en décembre 2018 pour 21 États membres et 85 participants avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

De plus, l'agence de l'AUDA-NEPAD, en partenariat avec la JICA, en tant qu'élément du projet MoveAfrica, est en train de développer un système d'évaluation des feux de signalisation (TLS) afin de classer et de suivre le niveau et la qualité des services des couloirs de transport africains, en

commençant par les postes de douane comme point de départ. Quatre postes de douane, y compris Beitbridge, Chirundu, Kasumbalesa et Kazungula le long du couloir nord-sud de la région SADC ont été sélectionnés pour la phase pilote. L'AUDA-NEPAD a travaillé avec le COMESA, le SADC et les Gouvernements du Botswana, de la RDC, de la Zambie et du Zimbabwe au travers de leurs institutions désignées pour hiérarchiser ces quatre postes de douane. La première mission a commencé par Kasumbalesa, entre la Zambie et la RDC, car ce poste-frontière semble le plus critique dans le classement. Après Kasumbalesa, l'équipe s'est rendue au Rwanda pour faire le tour de l'OSBP de Rusumo afin de valider le TLS.



Lancement de l'atelier régional lors de la 2^e édition du guide de références des OSBP, janvier 2017 (photo : CUA)



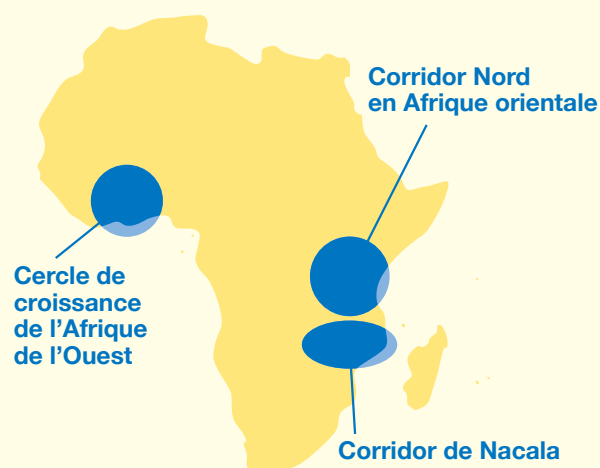
Frontière de Kasumbalesa

(Photo : CUA)

Liste des projets de soutien de postes frontières uniques de la JICA

1 Les projets mis en œuvre actuellement

Rusumo	Frontière Rwanda-Tanzanie
Namanga	Frontière Kenya-Tanzanie
Maraba	Frontière Ouganda-Kenya
Kazungula	Frontière Zambie-Botswana
Gatuna/Katuna	Frontière Kenya-Tanzanie



2 Les projets terminés

Chirundu	Frontière Zambie-Zimbabwe
Sankanse	Frontière Burkina Faso-Togo
Taveta/Holili	Frontière Kenya-Tanzanie
Lungalunga/Holoholo	Frontière Kenya-Tanzanie
Isebania/Sirari	Frontière Kenya-Tanzanie
Busia	Frontière Ouganda-Kenya
Mutukula	Frontière Ouganda-Kenya
Nemba	Frontière Burundi-Rwanda
Mamuno/Trans Kalahari	Frontière Namibie-Botswana

(Source : JICA)

iii L'agriculture et l'agrobusiness

Les fluctuations des cours des matières premières peuvent avoir un impact significatif sur les conditions économiques de nombreux pays africains. Les TICAD V et VI ont reconnu l'importance de l'agriculture et de l'agrobusiness dans la promotion d'une croissance durable et de l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique, là où les femmes et les MPME représentent la majorité du secteur agricole. Le Gouvernement du Japon et ses partenaires ont soutenu la mise en œuvre de mesures destinées à promouvoir les réformes structurelles, la diversification économique et l'ajout de valeur dans des secteurs stratégiques comme ceux de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Celles-ci, ajoutées aux initiatives destinées à régler les problèmes tels que l'accès au marché et l'amélioration de la productivité, ont produit des résultats tangibles.



(Photo : JICA)

● CARD, IFNA et SHEP

Plus de 11 000 MPME ont reçu une aide par des interventions dans six chaînes de valeur agroalimentaires régionales (PNUD), et la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) en

Afrique subsaharienne (AGRA, NEPAD, Japon) a doublé la production de riz de 14 millions à 28 millions de tonnes en 10 ans, jusqu'en 2018.



(Photo : JICA)

La CARD a facilité la formulation de stratégies nationales pour la production de riz et la promotion de la chaîne de valeur dans son ensemble comme l'extension, la production, la gestion post-récolte et le marketing au travers d'activités de recherche et une coopération technique et financière en collaboration avec les partenaires du développement.



(Photo : JICA)

Plus de 110 000 MPME ont reçu une formation à travers l'approche de l'autonomisation et de la promotion des petits exploitants en horticulture (SHEP) (Japon). La collaboration pour l'amélioration des conditions nutritionnelles a été améliorée dans dix pays participants initialement à l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA).

Depuis son lancement en août 2016 lors de la TICAD VI, le secrétariat de l'IFNA a invité 12 pays participants (le Burkina Faso, le Tchad, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, le Nigéria, le Sénégal et le Soudan) à soutenir le développement de la stratégie d'action des pays de l'IFNA (ICSA) via une politique de cartographie, de zones d'intervention prioritaire potentielles, de programmes d'efforts et de liens potentiels pour exploiter des synergies multisectorielles afin de régler les problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition dans chaque pays.

En mai 2017, plus de 160 représentants gouvernementaux, de partenaires de développement multi/bi-latéraux, d'instituts de recherche, d'ONG et d'entreprises privées ont participé à la première réunion des partenaires à Addis-Abeba afin de promouvoir les activités de nutrition multisectorielles au travers de l'IFNA. Parallèlement à la réunion des partenaires, le comité directeur de l'IFNA a été constitué afin de guider la mise en œuvre de l'IFNA avec 10 organisations membres, dont l'AUDANEPAD, la JICA, l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (ONUAA), le

Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds international pour le développement de l'agriculture (IFAD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Centre japonais de recherche internationale pour les sciences agricoles (JIRCAS). En avril 2018, un atelier technique au niveau du continent (avec plus de 60 hauts fonctionnaires, de l'ONU, d'ONG, d'instituts de recherche) s'est tenu au Sénégal afin d'échanger sur l'ICSA, les bonnes pratiques et les difficultés.

Parallèlement au développement de l'ICSA, l'IFNA facilite la mobilisation des ressources pour prendre des actions synergiques sur le terrain. À Madagascar, par exemple, des actions synergiques entre la Banque mondiale, la JICA, l'ONUAA, le PAM et l'UNICEF ont été prises au travers du processus ICSA, y compris la sécurisation du financement pour répondre aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement/hygiène.



Un groupe d'agricultrices nigériennes du territoire de la capitale fédérale, ayant reçu une série de formations de la part du personnel gouvernemental de vulgarisation agricole, ont démarré un jardin potager sur un terrain communal. (Photos : CUA)

De plus, parmi les efforts déployés pour aider à améliorer la distribution sur le marché des produits dans des zones rurales, NEXI a fourni une assurance sur un prêt accordé à l'Ouganda pour l'achat de machines de construction et de véhicules pour le transport du matériel fabriqués au Japon par l'intermédiaire de Sumitomo Corporation. Étant une nation agricole,

l'Ouganda prévoit de construire de nouvelles routes dans ses régions rurales afin d'améliorer l'accès aux marchés importants en utilisant les machines et les véhicules.

On assiste également à une augmentation du partenariat de l'agrobusiness avec l'Afrique. Le JETRO a envoyé des missions économiques

en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et en Sierra Leone pour contribuer à l'amélioration des rendements agricoles au travers de partenariats économiques. Au total, 24 entreprises japonaises liées à l'agrobusiness ont participé à ces missions et plus de 150 discussions commerciales ont eu lieu sur place avec les autorités locales et les entreprises.

● La Bourse de marchandises de l'Éthiopie (ECX)

Le PNUD a soutenu la création de la Bourse de marchandises de l'Éthiopie (ECX) qui fournit un marché unique pour le café, le principal produit à l'exportation du pays, et facilite le commerce entre les agriculteurs, les vendeurs, les transformateurs et les exportateurs. En éliminant les intermédiaires, l'ECX a apporté

intégrité, sécurité et efficacité au secteur agricole. Jusqu'en 2018, son chiffre d'affaires est estimé à plus de 1 milliard de dollars US. ECX est désormais parfaitement fonctionnelle et nationalisée. De 2016 à 2018, le PNUD a soutenu le renforcement des capacités de mobilisation pour lancer un système de commercialisation

agricole fondé sur la technologie, comprenant la numérisation qui a eu pour résultat de garantir la traçabilité, d'éliminer les intermédiaires dans la chaîne et de renforcer l'intégrité, la sécurité, l'efficacité et l'assurance qualité du système de commercialisation des matières premières agricoles.

iv L'économie bleue ou océanique et la sûreté et sécurité maritimes

L'inquiétude va grandissant au sujet des problèmes transfrontaliers tels que la piraterie, en particulier au large des côtes de la Somalie, dans le golfe d'Aden et celui de Guinée, la pêche illégale et le rejet de déchets, parce qu'ils peuvent déstabiliser les sociétés et provoquer de nouveaux conflits.

Comme cela a été discuté pendant la TICAD VI, une solution globale à la fois en haute mer et sur terre, qui s'aligne avec les principes d'un cadre régional et international comme reflété dans la Stratégie maritime intégrée de l'Afrique pour 2050 (Stratégie AIM 2050) et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) est nécessaire pour faire face aux graves menaces concernant la sûreté et la sécurité de la navigation maritime, le transport maritime, la pêche et d'autres activités maritimes, et pour maintenir un ordre maritime fondé sur des règles.

Depuis la TICAD VI, un grand nombre d'initiatives a été mis en place pour s'occuper des facteurs de risque à la fois sur les océans et dans les eaux intérieures. En novembre 2018, les gouvernements du Kenya, du Canada et du Japon ont organisé la première conférence mondiale sur le thème de l'économie bleue durable, avec plus de 12 000 participants en provenance de 180 pays. De plus, il y a également eu des efforts collectifs internationaux pour régler les problèmes de piraterie au large des côtes de la Somalie et du

golfe d'Aden, ce qui a contribué à une réduction significative du nombre de cas de piraterie : 237 cas ont été signalés lors du pic de 2011, mais il y a eu moins de 10 cas par an depuis 2015. L'Organisation maritime internationale, les partenaires internationaux et le Gouvernement du Japon ont apporté une contribution active au renforcement des capacités et au traitement des causes profondes de la piraterie avec le soutien du Centre régional de formation maritime de Djibouti (CRFM).

La Banque mondiale soutient les pays côtiers et insulaires africains qui exploitent l'économie bleue grâce à des projets nationaux et régionaux axés sur la pêche, le tourisme, le transport maritime et le développement portuaire. Des estimations récentes suggèrent que la valeur économique annuelle des biens et services de l'économie bleue du Kenya pourrait être approximativement de 4,4 milliards de dollars US. Le projet

de développement côtier du Kenya, soutenu par la Banque mondiale, a amélioré la gestion des ressources côtières et marines du Kenya, a généré des revenus plus importants pour les pêcheries, a amélioré les conditions de subsistance des communautés côtières et a amélioré la gouvernance et la sécurité en mettant en place un système de surveillance des navires. Les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest rassemblent un tiers de la population de la région et génèrent 56 pour cent de son PIB. Le *Projet d'investissement de résilience des régions côtières de l'Afrique de l'Ouest* (WACA) a pour objectif de renforcer la résilience face à l'érosion côtière, aux inondations et à la pollution au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, à Sao-Tomé-et-Principe, au Sénégal et au Togo. Ce projet est une collaboration entre les pays, les communautés côtières, les institutions internationales et régionales et les partenaires de développement.



(Photo : Ministère des Affaires étrangères du Japon)

2 Une société résiliente et stable et la sécurité humaine

Un accès amélioré à une éducation de qualité, notamment à des formations techniques et professionnelles, et des services de santé sont essentiels pour une société résiliente et stable en Afrique. Garantir un accès à l'énergie non seulement dans les villes mais également dans les régions rurales et réduire les pertes économiques liées au climat et aux catastrophes naturelles est également crucial pour atteindre un développement durable. Simultanément, la promotion de la paix et de la stabilité au travers de mesures de lutte contre le terrorisme parmi d'autres est nécessaire pour garantir la sécurité des personnes en Afrique.

i L'éducation et le développement humain pour l'autonomisation

En tant que continent avec la population la plus jeune, il existe un besoin urgent d'accélérer les efforts pour développer les compétences requises par l'éducation, des formations techniques et professionnelles, et d'améliorer les capacités institutionnelles pour diversifier l'économie, encourager les opportunités d'emploi, l'intégration sociale et un développement socio-économique durable. Depuis la TICAD V, on s'est concentré sur l'augmentation de l'accès à l'éducation et sur l'amélioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux.

● L'autonomisation des jeunes et des femmes

L'UNOSAA a continué à soutenir l'autonomisation des femmes et des jeunes africains par le biais d'une plate-forme globale pour discuter de divers aspects de leur autonomisation. Pour l'autonomisation des jeunes, l'UNOSAA, en collaboration avec l'ONU et les partenaires de l'UA, co-organise une séance régionale de discussion en petits groupes sur l'Afrique pendant le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC). La séance de 2019 a été organisée en avril sur le thème de « L'autonomisation et l'inclusion des jeunes en Afrique : vers des solutions durables pour les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique » et a émis des recommandations sur le rôle de la jeunesse africaine pour leur autonomisation et leur inclusion afin de trouver des solutions durables pour les personnes déplacées de force.

Pour l'autonomisation des femmes, l'UNOSAA co-organise chaque année un événement parallèle en marge de la Commission des Nations unies sur le statut des femmes. En 2019, l'événement parallèle a été coorganisé en mars sur le thème « Créer une protection sociale, des services publics et des infrastructures inclusives et significatives pour les femmes et les filles en Afrique ». L'événement parallèle a organisé une plate-forme pour identifier les écarts persistants et les défis émergents et a proposé des recommandations concrètes et

prospectives pour garantir une approche sensible au genre et réactive à la conception de politiques, au financement et à la mise en œuvre de systèmes de protection sociale, de services publics et d'infrastructures durables. Le résultat de cet événement parallèle, à savoir un ensemble de recommandations-clefs, a été utilisé comme plaidoyer lors du 25^e examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Pékin et la Plate-forme d'action ainsi que pour le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies.



(Photo : Africa Renewal)

Le rapport sur le développement humain en Afrique de 2016 (AfHDR) portant sur l'accélération des progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique lancé par le PNUD lors de la TICAD VI indique que l'Afrique perd 95 milliards de dollars US de son PIB par an en raison des inégalités entre les hommes et les femmes. Les recommandations-clefs de ce rapport ont été mises en œuvre, y compris l'extension du programme de certification du label Egalité des sexes (GES) du PNUD aux secteurs public et privé. En 2016, les entreprises du secteur privé en Ouganda ont été les premières à adopter le programme GES qui aide les entreprises à effectuer un changement de culture organisationnelle, à changer des normes culturelles et des attentes sociétales et à offrir plus d'opportunités égales pour les femmes et les hommes sur le lieu de travail. Jusqu'à présent, 50 entreprises au Rwanda et en Ouganda ont mis en place le GES et ont donné de l'autonomie aux femmes pour atteindre les ODD. De plus, quatre États membres africains



Jeune femme stagiaire et son instructeur

(photo : UNIDO)

ont lancé une initiative de label de certification de l'égalité des genres pour les institutions publiques. L'Afrique possède désormais 30 experts régionaux formés en mesure de soutenir la mise en œuvre d'un système de gestion de l'égalité des genres dans les entreprises publiques et privées en Afrique.

L'UNIDO a lancé le projet de « Promotion de l'emploi des jeunes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la construction et de l'agriculture » en 2013. Le projet a

facilité l'accès au marché du travail pour les jeunes Libériens, en développant leurs compétences dans l'utilisation et l'entretien de machines lourdes. Le projet est financé par le Gouvernement du Japon (2016-2018 : 1 563 111 dollars US) en partenariat avec Komatsu Ltd. et les ministères de l'Éducation et du Commerce et de l'Industrie du Libéria. A ce jour, plus de 250 jeunes Libériens ont été formés et ont participé à des stages en entreprise dans les industries correspondantes afin d'obtenir une expérience pratique.

● L'initiative de l'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes africains (initiative ABE)

En vue de cultiver des talents qui travaillent et servent de pont entre les secteurs privés au Japon et en Afrique, l'initiative de l'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes africains (initiative ABE) lancée lors de la TICAD V et qui s'est poursuivie lors de la TICAD VI, a

permis à plus de 1 200 jeunes Africains jusqu'à présent d'étudier en master au Japon et de faire des stages dans des entreprises japonaises.

Le programme permet de maintenir le contact avec les jeunes Africains

même après leur retour dans leur pays, favorisant les connexions entre les entreprises japonaises et les jeunes élites africaines qui peuvent aider les entreprises japonaises à développer leur business en Afrique.



(Photo : JICA)



● Les initiatives KAIZEN

Le Japon aide au développement des ressources humaines avec des compétences pratiques pour les industries africaines qui répondent également aux besoins des entreprises japonaises. Ceci inclut des programmes de formation pour des enseignants des sciences et des mathématiques, l'assistance pour la formation professionnelle et l'enseignement supérieur ainsi que les initiatives KAIZEN dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des affaires.

Suivant la mise en place de l'initiative KAIZEN Afrique (AKI) entre l'AUDA-NEPAD et la JICA en avril 2017,

l'équipe centrale Kaizen a été formée au NEPAD avec un cours intensif Kaizen par un expert venu du Centre de productivité du Japon en avril 2018. De manière similaire, les conférences annuelles de Kaizen Afrique ont été organisées par AKI à Durban, en Afrique du Sud (du 2 au 4 juillet 2018) et à Tunis, en Tunisie (du 24 au 26 juin 2019). Le premier prix Kaizen Afrique a été lancé en juin 2019 à Tunis. AKI a participé et a fait des présentations lors des conférences nationales Kaizen et a établi un réseau avec les organisations liées à Kaizen (Argentine et île Maurice). Le portail Web AKI a ouvert en 2018 en lien avec le site Web du NEPAD.

D'autres activités en cours comprennent la préparation d'événements parallèles AKI prévus pour la TICAD 7 à Yokohama, au Japon, en août 2019, et un documentaire sur l'Institut Kaizen éthiopien afin de souligner ses réussites auprès d'autres Etats membres pour les émuler.



Des employés de PLC, fabricant de meubles pour la maison et le bureau en Éthiopie, discutant des processus pour améliorer leur travail. (Photo : CUA)

| Les initiatives de la JICA pour soutenir KAIZEN en Afrique (23 pays)

1. Pays avec des projets mis en œuvre ou en cours (8 pays)	Cameroun	Égypte	Éthiopie
	Ghana	Kenya	Tanzanie
	Tunisie	Zambie	
2. Les pays qui ont participé aux programmes de formation au Japon et/ou en Malaisie depuis 2009 (15 pays)	Algérie	Botswana	Burkina Faso
	République démocratique du Congo	Malawi	Maroc
	Mozambique	Namibie	Nigeria
	Rwanda	Sénégal	Afrique du Sud
	Soudan du Sud	Soudan	Zimbabwe

(Source : JICA)

ii Le renforcement des capacités pour la CSU

Les pays africains font face à des défis sanitaires tels que la forte prévalence de maladies infectieuses, y compris le VIH-SIDA, la tuberculose, la malaria et la polio, un taux élevé de mortalité infantile et maternelle et un manque de préparation pour les urgences médicales. Il est nécessaire de régler le problème des disparités qui entravent l'accès à des services sanitaires et médicaux abordable, et leur disponibilité, et de renforcer les systèmes de santé pour parvenir à la couverture maladie universelle (CSU). Le Japon, la Banque mondiale, l'OMS et d'autres organisations ont conjointement annoncé la « CSU en Afrique » en tant que cadre politique pour la promotion de la CSU lors de la TICAD VI.

L'épidémie du virus Ebola en 2014 et ses coûts humains et économiques ont souligné le besoin de systèmes de santé résilients pour créer les bases permettant d'atteindre la CSU qui, à son tour, contribuera à renforcer la préparation aux urgences de santé publique ainsi qu'à améliorer la qualité de vie. L'expérience a également souligné le besoin d'une coordination rapide entre les organisations internationales et les pays partenaires, d'une meilleure collaboration, ainsi que d'un décaissement adéquat et opportun des ressources financières à un stade précoce des urgences médicales. Actuellement des efforts sont également faits pour créer une expérience propre à l'Afrique pour la lutte contre les crises sanitaires afin d'améliorer le réseautage des ressources humaines sur le continent.



(Photo: Dominic Chavez/World Bank)

● La CSU en Afrique

La Banque mondiale et le Gouvernement du Japon travaillent avec l'OMS, l'UNICEF et d'autres partenaires afin de promouvoir la « CSU en Afrique » dans plusieurs pays grâce à une coopération

financière et technique, en formant des travailleurs des services de santé et en renforçant les systèmes de prestation de services, y compris le financement de la santé, et la proposition de recommandations en

matière de politiques. La JICA promeut également la santé maternelle et infantile, la santé reproductive, et des mesures contre les maladies infectieuses et non infectieuses afin d'atteindre la CSU.

● Les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies en Afrique (CACM)

Les initiatives mises en place depuis la TICAD VI comprennent le soutien étendu aux Centres pour le contrôle et la prévention des maladies en Afrique (CACM) qui ont été inaugurés en janvier 2017 en tant qu'institutions techniques spécialisées de l'UA. La Commission de l'Union africaine/le CACM ont, avec l'aide de la TICAD, renforcé les systèmes de santé en Afrique. D'octobre 2017 à janvier 2018, le CACM a travaillé avec les États membres pour rendre opérationnel le projet ECHO et mettre

en place une équipe d'intervention en cas d'épidémie (ERT) mobile. Le projet ECHO est un projet innovant et révolutionnaire du CACM conçu pour aider les États membres à renforcer la surveillance des maladies, à partager des données et les alertes et réponses précoces en cas d'événement concernant la santé publique, l'un des piliers-clefs de la mise en œuvre du règlement sanitaire international. Le projet ECHO crée déjà des plates-formes de communication, d'enseignement/

apprentissage et de partage d'expérience dans trois régions africaines (Afrique de l'Est, du Sud et du Centre).

L'Equipe d'intervention continentale mobile qui a été sélectionnée parmi les candidats des 30 États membres de l'UA a été formée et est prête à répondre aux événements concernant la santé publique de niveau international sur le continent.



Formation ECHO de la région d'Afrique centrale menée par le CACM (photo : CUA)



Photo du groupe n°1 de l'équipe d'intervention en cas d'épidémie en Afrique du CACM (ERT) (photo : CUA)

● La prévention des maladies au niveau des communautés

En plus des efforts régionaux et continentaux, des efforts ont été faits afin d'améliorer la prévention des maladies au niveau des communautés. Par exemple, la Fédération internationale pour la planification familiale (FIPF) du Togo (association togolaise pour la santé familiale : ATBEF), travaillant avec le Japan Trust Fund, a fourni le renforcement des capacités et de

nouveaux équipements pour introduire un dépistage du cancer du col de l'utérus et des services de thérapie préventive au Togo d'avril 2017 à mars 2019, où ce type de cancer, bien qu'évitable en cas de détection précoce, est le deuxième cancer le plus répandu chez les femmes. Pendant cette période, 12 261 femmes ont été dépistées pour des lésions précancéreuses et 9 723

pour des lésions précancéreuses et le VIH. Parmi celles-ci, 361 femmes ont été dépistées avec des lésions précancéreuses et ont reçu un traitement préventif. De plus, l'ATBEF a mené des campagnes radiophoniques et télévisées nationales et des campagnes de sensibilisation qui ont augmenté la visibilité des services de l'ATBEF et le nombre de ses clients.

iii La réduction des risques de catastrophes et le changement climatique

L'Afrique est très gravement impactée par le changement climatique et vulnérable à la variabilité climatique. Lors de la TICAD V, les dirigeants ont reconnu le grave impact du changement climatique sur le continent et ont appelé à l'action pour atteindre une croissance durable et résiliente en intégrant la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique.

La TICAD VI s'est intéressée au besoin d'aider les pays à développer et mettre en place des mécanismes de protection sociale abordables qui améliorent l'accès à des moyens de production pour les foyers pauvres et réduisent les fluctuations de revenus saisonnières.

Le Japon a mis en œuvre des mesures et initiatives pour réduire les risques posés par le changement climatique, la déforestation et la désertification, le braconnage, la perte des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire, les déficits hydriques et énergétiques et les catastrophes naturelles. Ceci comprend la surveillance des ressources forestières dans 43 pays africains grâce au système d'alerte précoce des forêts dans les tropiques de la JICA-JAXA et la proposition de

formations à plus de 4 000 individus pour contrer le changement climatique.

Parmi ces efforts, on compte la plateforme africaine des villes propres (ACCP) qui a été mise en place en avril 2017 par les pays africains et les agences partenaires afin de lancer des activités pour le partage des connaissances sur la gestion des déchets et la promotion de partenariats public-privé et d'investissements financiers, en vue

de réaliser les objectifs de développement durable (ODD). En juin 2018, les agents administratifs responsables de la gestion de déchets pour les gouvernements nationaux et les principales villes se sont réunis pour leur première réunion annuelle à Rabat, au Maroc. De plus, un programme de formation dédié à l'ACCP a été lancé pour diffuser les connaissances et améliorer les compétences pratiques de gestion des déchets. Jusqu'en juillet 2018, 36 pays et 65 villes ont rejoint l'ACCP.

iv La paix et la stabilité et l'état de droit

Lors de la TICAD VI, les dirigeants ont réitéré l'importance de la stabilité sociale afin de régler les problèmes de radicalisation, de terrorisme et d'extrémisme violent grâce à une stratégie multi-dimensionnelle. L'autonomisation de la jeunesse et le développement des capacités sont centraux pour obtenir des dividendes démographiques, empêcher les migrations forcées et les conflits et pour promouvoir l'établissement la paix.

Le Gouvernement du Japon et ses partenaires ont observé des développements pour la paix et la stabilité en Afrique, et des mesures ont été mises en œuvre afin de soutenir l'amélioration des capacités des autorités locales et nationales de même

que des institutions régionales et internationales africaines en faveur de la paix et de la stabilité sur le continent. Ceci comprend une meilleure capacité de surveillance et d'endiguement, de sécurité transfrontalière, de gestion coordonnée des frontières et des

opérations de maintien de la paix.

Dans certains pays, les entreprises japonaises travaillent avec les autorités compétentes en Afrique afin de protéger les sociétés au travers de solutions d'identification biométrique.



(Photos : OMD)

Lors des TICAD V et VI, le Japon a annoncé son soutien pour promouvoir la paix et la stabilité via des mesures antiterroristes ainsi que des formations professionnelles et autres. Jusqu'à fin 2017, 7 500 agents ont été formés dans des secteurs tels que la justice, les médias, les autorités locales et la sécurité.

Comme les douanes jouent un rôle crucial aux frontières, il est impératif que les autorités douanières renforcent leurs efforts pour combattre le terrorisme aux frontières. L'OMD, soutenue par le Gouvernement du Japon et la JICA, a lancé un « projet de sécurité » avec les autorités douanières de l'Afrique de l'Ouest, centrale et de l'Est. Le projet s'attaque particulièrement aux défis liés à la sécurité des frontières afin de surveiller les mouvements transfrontaliers de produits chimiques à usage double et de composants d'engins explosifs improvisés. Grâce à des efforts de collaboration, quelque 400 agents des douanes ont été formés en 2018. En combinant l'expertise développée avec la formation et les équipements techniques fournis, les agences de douanes gagnent en autonomie pour garantir la sécurité et la sûreté des personnes en Afrique.

Le Japon soutient également le renforcement des capacités des activités de maintien de la paix en Afrique en soutenant les centres de formation PKO opérant dans les pays africains en partenariat avec le PNUD, et par le biais du projet de déploiement

rapide des capacités d'activation (RDEC) de l'ONU dans le cadre du projet de partenariat triangulaire (TPP).

Les TICAD V et VI ont reconnu que l'extrémisme violent est devenu un problème majeur pour le développement dans certains pays, ayant entraîné environ 33 300 décès entre 2011 et 2016, ainsi que d'importants déplacements de populations et la perte de leurs moyens de subsistance. L'extrémisme violent a également imposé un fardeau supplémentaire aux pays touchés. Depuis 2016, le PNUD soutient des projets régionaux de prévention de l'extrémisme violent visant à lutter contre ses causes profondes, en collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le G5 Sahel et la Commission du bassin du lac Tchad.

En partenariat avec le secrétariat permanent du G5 Sahel, 1 387 agents frontaliers au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, en Mauritanie et au Niger ont été formés à la gestion de frontière et à la sécurité, entre 2016 et 2018. Dans le

bassin du lac Tchad, 480 personnes déplacées dans leur propre pays affectées par l'insurrection de Boko Haram ont reçu des subventions au Nigeria.

Sur la base de ces réussites régionales, 18 pays africains ont désormais développé avec succès des stratégies et des cadres nationaux pour augmenter la résilience des communautés contre l'extrémisme violent.

L'UNOSAA a continué à mobiliser un soutien global afin de promouvoir la paix en Afrique, la sécurité et le développement durable, en particulier, dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda pour le développement durable de 2030 et l'Agenda 2063 de l'UA et son premier plan décennal de mise en œuvre. Les séries de dialogues en Afrique, lancées en octobre 2018, fournissent une plate-forme pour explorer et promouvoir des débats critiques au sujet de la paix, de la sécurité, des droits de l'homme et des liens entre le développement et l'humanitaire en Afrique.



(Photo : Africa Renewal)

Les séries de dialogues en Afrique de 2019 ont été organisées par l'UNOSAA du 21 au 23 mai 2019 au siège de l'ONU à New York sur le thème « Vers des solutions durables pour les personnes déplacées de force en Afrique » en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, le HCR et l'OCHA afin de sensibiliser le monde et de promouvoir les discussions sur les politiques sur le sujet de l'UA de 2019, à savoir « L'année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays ». Le dialogue au

sein d'un large éventail de parties prenantes, dont le Groupe Afrique, la CUA, l'ONU, des institutions financières, la société civile, les représentants du milieu universitaire et de la jeunesse, a présenté des meilleures pratiques et des leçons tirées de la solidarité africaine en rapport avec la prise en charge des déplacements forcés en Afrique, il a émis des recommandations concrètes et pragmatiques pour des solutions durables. Ces recommandations devraient alimenter les conférences consultatives

régionales, y compris l'événement parallèle de la TICAD 7 intitulé « Vers un partenariat et une solidarité renforcés pour soutenir les personnes déplacées de force en Afrique », menant au Forum global en faveur des réfugiés qui sera organisé en décembre 2019.

L'UNOSAA continue également à encourager l'analyse de politiques et les discussions, notamment par le biais d'organisations des réunions du groupe d'experts et des événements de haut niveau afin de fournir des

recommandations de politiques pouvant être mises en action sur les problèmes émergents et persistants qui affectent la paix, la sécurité et le développement durable en Afrique.

En 2018, l'UNOSAA a organisé deux réunions de groupes d'experts sur la prévention des conflits, intitulées « Améliorer l'efficacité de la diplomatie préventive et de la médiation en Afrique » à Durban, en Afrique du Sud en juillet et « Renforcer les capacités de prévention des conflits dans les sous-régions en Afrique » à Libreville, au Gabon, en novembre. Ces réunions ont eu pour objectif de promouvoir le

programme du Secrétaire général des Nations unies sur la prévention et de contribuer à la mise en œuvre complète de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, dont l'initiative de l'UA pour « Réduire les armes au silence d'ici 2020 ».

Les résultats de ces deux réunions comprenant des recommandations pour renforcer davantage les capacités de prévention des conflits des institutions régionales et sous-régionales africaines ont été diffusés auprès des participants en tant que documents de référence à utiliser par leurs institutions respectives telles que les



(Photo : UNOSAA)

gouvernements, l'ONU et les entités de l'UA, notamment les communautés économiques régionales (CER), la société civile et le milieu universitaire. Ces réunions ont culminé avec une étude d'évaluation des capacités de prévention des conflits des CER.

Suite au plan de mise en œuvre de Nairobi de la TICAD VI, qui insiste sur l'importance de l'état de droit, du développement du droit international et du règlement pacifique des

différends, en 2018, le Japon a accueilli la 57^e Séance annuelle de l'Organisation consultative juridique Asie-Afrique (AALCO) à Tokyo et a annoncé le lancement d'un

programme de renforcement des capacités dans le domaine du droit international pour les responsables gouvernementaux des États membres de l'AALCO.



(Photo : Ministère des Affaires étrangères du Japon)



(Photo : Ministère des Affaires étrangères du Japon)

3

La TICAD 7 et au-delà

Au cours de ces 26 dernières années, la TICAD a évolué afin de répondre au changement de nature des opportunités et des défis qui touchent le développement de l'Afrique. Elle va continuer dans ce sens en vue d'atteindre « Faire progresser le développement de l'Afrique en recourant aux peuples, à la technologie et à l'innovation ».

Ministère des Affaires étrangères

2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo

100-8919, Japon

Tel: +81 (0)3-3580-3311

<https://www.mofa.go.jp>



Mères et enfants en attente de vaccination

Aude Rossignol: ©JICA / Koji Sato

